

La Toile

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION



BRAVIA!



LA TOILE NOUVELLE SÉRIE - NUMERO 7 - PRINTEMPS 2010 - 5€



EDITIONS SYLLM



INITIATIVES

ON AIME
ON LE DIT
ON Y PARTICIPE
ALORS SOUTENEZ-LES...

FRANCE
National

Robin des Bois est une plateforme logistique caritative monarchiste qui accompagne des équipes de volontaires de l'intention jusqu'au terrain.

Vous souhaitez vous investir et œuvrer à leur côté, à Paris ou en province ?

Ils auront besoin de vous dès octobre prochain, que ce soit pour un engagement au quotidien, une recherche de partenaires ou de sponsors (particuliers, commerçants, entreprises), une prise en charge logistique, une aide ponctuelle... **Contactez-les dès maintenant !**

Rejoignez Robin des Bois pour mettre vos qualités et vos compétences au service de ceux qui en ont le plus besoin !

CONTACT :
infos@robindesbois.net

•PUBLICITE•



<http://www.rexappeal.org>

LA TOILE

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION

Quatre fois par an, l'équipe de La Toile met son gros doigt sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure.

100% OBJECTIF
MONARCHISTE
COMPREHENSIBLE

Vous êtes rédacteur, iconographe, graphiste, maquettiste, dessinateur, vous avez un talent et vous êtes fiable ? Rejoignez l'équipe et contribuez à la diffusion d'une information intelligente pour renforcer les liens de la diaspora monarchiste.



Vos idées, vos mots, votre mag'



CONFERENCE
MONARCHISTE
INTERNATIONALE



par **Sylvain ROUSSILLON**
Secrétaire Général de la CMI

L'équipe de La Toile poursuit dans ce numéro son tour du monde des monarchistes...

L'idée d'être monarchiste au Brésil en fera sourire plus d'un... Nous voilà bien loin des traditions séculaires de nos vieilles terres européennes, d'enracinements remontant à la nuit des temps, de lois fondamentales gravées dans le marbre de monuments que plus personne ne visite...

Ces monarchistes existent pourtant bel et bien. A tel point qu'ils ont su, eux, faire ressurgir la question institutionnelle sur la place publique il y a moins de vingt ans de cela, mobilisant les énergies pour obtenir les signatures populaires nécessaires, pratiquant un lobbying efficace auprès des parlementaires fédéraux, se lançant enfin dans une campagne peut-être perdue d'avance mais avec un panache et une détermination politique qui forcent le respect.

Nous voilà bien loin de nos traditionnels palabres internes sur des fora royalistes qui ne sont lus que par des royalistes, où les questions centrales portent plus souvent sur la date de la future fête nationale en cas de restauration (!!!) que sur la manière d'atteindre, voire d'approcher, cette restauration.

Alors oui, consacrer un numéro de La Toile aux monarchistes brésiliens nous a semblé pédagogique. Le royalisme français a tout intérêt à cesser de contempler son nombril avec une autosatisfaction béate qui enverrait n'importe qui d'autre tout droit dans un asile pour aliénés.

Il est temps de relever la tête, ne serait-ce que pour s'apercevoir qu'il y a une vie autour de nous.

LA TOILE

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION



Trimestriel - Numéro 7 - Printemps 2010

Président: Sylvain Roussillon

Directeur de la Publication: Frédéric de Zarma

Rédacteur en Chef: Khemara

Conseil de Rédaction: Bavorak, Draken, Emauger, Fruchart, Guytos, Judith, Nicoulau, Peyo, Toubib, R.L. Laforest

Rédaction: latoile@monarchiste.com

Publicité: <http://regie.sylm.info> - regie@sylm.info

Abonnements: abonnement@monarchiste.com

Si vous souhaitez collaborer aux dossiers thématiques de La Toile, n'hésitez pas à contacter la Rédaction.

La Toile est une publication de la Conférence Monarchiste Internationale réalisée, mise en page, éditée et diffusée par SYLM.

SOMMAIRE

N°7 - PRINTEMPS 2010

Editorial	3
Dossier BRESIL	4-15
<i>Repères</i>	4
<i>Historique</i>	5-9
<i>Et Canudos ne se rendit pas</i>	10-13
<i>1993, l'aventure référendaire</i>	14
Planète monarchiste	15-22
<i>Le chant du SYLM</i>	23



République Fédérative du Brésil

Langue officielle : le portugais, depuis 1988

Capitale : Brasilia

Devise nationale : *Ordem e Progresso* (Ordre et Progrès), devise du philosophe français Auguste Comte

Régime politique : république fédérative présidentielle,, composée de 26 états et d'un district fédéral.

Président actuel : Luiz Inácio Lula da Silva

Superficie : 8.514.877 km² - 5^e mondial

Population : 198.739.269 habitants (2010) - 5^e mondial

Répartition par âge

0-14 ans : 28,57% 15-64 ans : 65,98% + 65 ans : 5,45%

Répartition par religion

catholiques : 73,8% protestants : 15,4% spirites : 1,4%
rites afro-brésilien : 0,3% autres religions : 1,8% sans : 7,3%

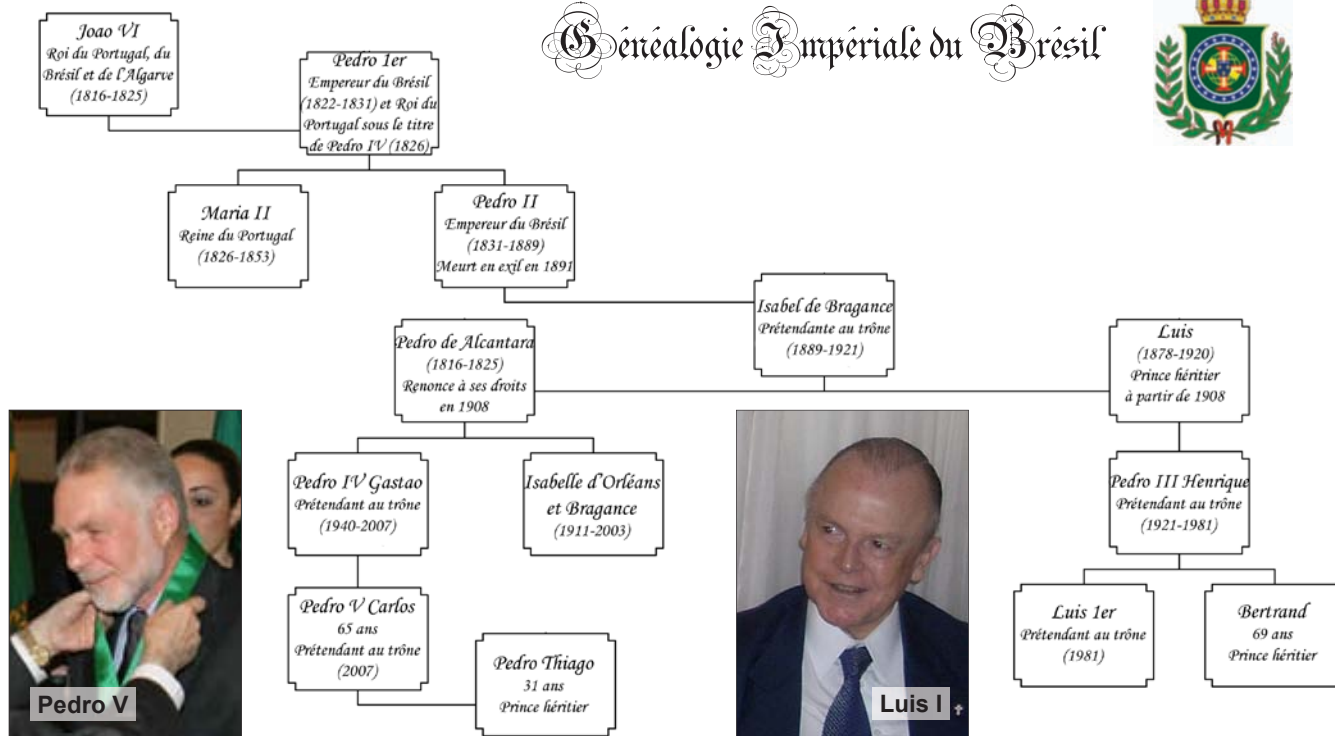
PIB nominal (2009) : 1.481.547 milliards USD - 8^e mondial

Monnaie : le Réal

Membre du Mercosur, marché commun incluant l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, et le Venezuela. Le Brésil, de par son poids économique, y occupe une position dominante

Forces armées : 287 000 soldats actifs

Généalogie Impériale du Brésil



Branche de Petropolis

<http://www.real.org.br>

Branche de Vassouras

<http://www.causaimperial.org.br>

<http://www.monarquia.org.br>

http://www.paznocampo.org.br/Blog/Blog_db.asp

Pays continent, le Brésil a été un empire et sa tradition monarchiste reste vivace jusqu'à aujourd'hui. La Toile vous invite à découvrir l'histoire de cet Empire et de sa Famille impériale qui continuent encore aujourd'hui de marquer le continent sud-américain de leur empreinte.

La naissance de l'Empire

1789, la révolution française met la cour royale du Portugal en émoi. La Maison de Bragance règne sur l'ancienne Lusitanie depuis 1644, date à laquelle elle a réussi à chasser les espagnols de ses territoires. La Reine Maria fait encore peu de cas de cette prise de la Bastille qui survient le 14 Juillet mais est-elle bien consciente de ce qui se passe en France ? On peut en douter. Sa raison mentale a faibli et c'est son fils, le Prince João, qui dirige les affaires du Royaume en qualité de Régent. Le Prince est inquiet et à raison ; les événements vont se succéder rapidement en France. Chute de la monarchie en 1792, exécution du roi Louis XVI en 1793, la République proclamée, le Directoire et enfin le Consulat en 1799. Le Régent ne reconnaît plus la France, ce pays auquel sa famille est particulièrement attachée par des liens généalogiques étroits puisque Henri de Bourgogne, premier Roi du Portugal en 1097 et ancêtre direct des Bragance n'est autre que le fils d'Hugues Capet.

Rien ne semble alors arrêter le général Bonaparte dans sa conquête de l'Europe et le Régent se sait menacer. Son royaume est entouré par la mer, dont les navires français semblent avoir la maîtrise et l'ennemi héréditaire espagnol se rapproche singulièrement de l'Empire français. Une nouvelle fois victorieux, Napoléon peut désormais se consacrer à la péninsule ibérique et déclarer le 15 Octobre 1807 : *"si le Portugal ne fait pas ce que je veux, la Maison de Bragance ne régnera plus en Europe dans deux mois"*. L'Empereur des Français, vient, sans le savoir, de bouleverser l'histoire du Brésil.

L'intérêt de Napoléon est avant tout stratégique, il faut à la fois couper la route maritime aux anglais et se débarrasser des Bourbons régnants en

Espagne. Le Régent João refuse de s'abaisser mais sait qu'il ne peut opposer aux forces de celui qu'il continue d'appeler en privé "le Corse". L'armée impériale traverse l'Espagne avec l'accord du Roi espagnol, Charles IV, et le 27 Octobre le Royaume du Portugal est envahi et occupé quelques jours plus tard par les armées du Général Junot. La famille royale et la cour complète embarquent en urgence dans un capharnaüm indescriptible. Marquises, Comtesses et autres Ducs sont mélangés avec les militaires, les chevaux, les scientifiques, les paysans... Ce sont plus de 5000 personnes qui choisissent l'exil en direction de la colonie du Brésil, dernière vice-royauté portugaise encore hors d'atteinte de l'appétit de l'Empereur français. Ce dernier scelle le destin du Portugal d'un seul trait de plume : le Portugal est rattaché à l'Espagne, cette dernière est donnée à son frère proclamé Roi sous le nom de Joseph Napoléon. Le Général Junot qui pensait obtenir une couronne est renvoyé en France. La péninsule ibérique devient une vulgaire satrapie de l'Empire Français.



Dom João VI

De l'autre côté de l'Atlantique, la nouvelle de la prochaine arrivée du Roi a déjà atteint la capitale de la vice-royauté. Attribué au Portugal sur décision du Pape Alexandre VI, le Brésil est alors le fleuron de l'Empire Portugais. João de Bragance trouve ici un trône de substitution et va en profiter pour doter la colonie d'infrastructures modernes (*proclamation du Royaume- Uni du Portugal, du Brésil et des Algarves*).



Général Junot (1771-1813)

La guerre bat son plein en Europe ; le blocus continental imposé par les français ruine l'économie du Portugal. Des révoltes éclatent et Joseph Bonaparte a bien du mal à contenir les rebelles de part et d'autre de son éphémère Royaume. Les anglais prennent pied au Portugal en 1813, le temps de la Restauration est proche, celui de la chute de l'Empire napoléonien aussi. Le Régent João n'entend pas pour autant quitter le Brésil. Les anglais, grands consommateurs de Porto, assurent l'ordre dorénavant dans le pays tandis que les Cortés en assument la régence. Au Brésil, il fait bon vivre et la Reine Maria est de toute façon trop malade pour entreprendre le voyage du retour, décède à Rio de Janeiro en Mars 1816. Voilà donc le Régent devenu Roi du Portugal, João sixième du nom. Il

laisse la vice-royauté du Brésil entre les mains de son fils aîné, le Prince Pedro et rallie le continent européen pour retrouver son royaume.



Pedro Ier

Le Prince Pedro aime profondément le Brésil et met rapidement un terme à toutes les rebellions qui se succèdent à travers le pays, s'attirant la sympathie des populations très diverses qui le composent. Son esprit de réforme dérange au point que les Cortès exigent son retour au Portugal. Le Prince comprend alors que sa popularité gêne la monarchie portugaise et que la vice-royauté risque de redevenir une simple colonie. S'appuyant sur une pétition, qui lui est parvenue le 9 Janvier 1822 et qui exige son maintien au Brésil, le Prince Pedro décide de proclamer l'indépendance du pays sous son nom.

Rio de Janeiro, il fait beau ce 7 Septembre 1822, la foule est massée autour du Palais. Le Prince fait son apparition sur le balcon principal de cette majestueuse fazenda, entouré de ses partisans. Il lit la proclamation d'indépendance sous les applaudissements et les cris de joie de la foule. L'Empire du Brésil vient de naître ; il fait 8

millions de Km2 avec une population de 4 millions de personnes. Pedro de Bragance est couronné Empereur le 1er Décembre suivant. Le Brésil s'est doté d'une dynastie : les Bragance.

A Lisbonne, la nouvelle émeut les Cortès qui crient au coup d'état, le Roi João VI refuse de reconnaître la sécession de son fils et demande aux troupes portugaises sur place de restaurer la légitimité de son Royaume. Il faudra attendre le 15 Novembre 1825 pour que le Portugal soit obligé de reconnaître l'indépendance du Brésil. Des négociations entre le Roi du Portugal et le Souverain du Brésil vont aboutir à un traité de paix et de reconnaissance mutuelle. Quant à la question des droits au trône du Portugal de Pedro Ier, ils sont réglés : l'Empereur accepte de renoncer à ses droits portugais en faveur de sa fille Maria Da Gloria. Un fils naîtra le 2 Décembre 1825, donnant ainsi un héritier à l'Empire.

Pedro Ier accepte l'instauration d'un Parlement puis d'une constitution ; il se comporte toutefois en souverain autocrate et étend l'Empire au-delà de ses frontières naturelles. Pour ce faire, il soutient la révolte dans les provinces de l'Argentine voisine et cette longue guerre ne prendra fin qu'en 1829, par la défaite militaire du Brésil. Le jeune Empire doit aussi faire face à la rébellion d'un de ses états, l'Uruguay, qui *proclamera* son indépendance en Août 1825. Enfin, alors que la crise économique commence à frapper le pays, Pedro apprend le décès de son père João VI le 10 Mars 1826. Le trône lui revient de facto mais Pedro Ier, *devenu Pierre IV du Portugal*, abandonne ses droits sur la *Lusitanie* à sa fille alors âgée de 7 ans, en vertu des clauses du traité de 1825. La régence est confiée à Dom Miguel (1802-1866), frère de Pedro et fervent partisan de l'absolutisme. Mais celui-ci n'a nullement l'intention de régner avec les Cortès ou de laisser sa nièce devenir Reine. Afin de prévenir toutes tentatives de coup d'état, les libéraux des Cortès fiancent le Régent à la

Reine, et ce en dépit de leur très grande différence d'âge. Pedro, empêtré dans sa guerre avec l'Argentine, n'a guère le temps de s'y opposer et finit, au nom de la stabilité du Portugal, par accepter ce mariage.

Politiquement cela ne va guère mieux au Brésil. Les absolutistes s'opposent aux Libéraux, partisans d'une monarchie constitutionnelle et des émeutes éclatent dans tout l'empire. La crise économique qui met à mal les plantations de café et de cacao, principal soutien de la monarchie, menace la stabilité du jeune empire. Le 7 Avril 1831, Pedro Ier se résout à abdiquer en faveur de son fils, Pedro II, âgé de 5 ans et rejoint l'Europe pour aider sa jeune fille cloîtrée



Dom Miguel

par son mari, Dom Miguel, qui s'est fait remettre les pleins pouvoirs en Août 1828 et règne désormais seul. Pedro Ier lève alors une armée franco-anglaise en Juin 1832 et restaure le trône de sa fille un an plus tard à Lisbonne. Ce n'est que le 26 Mai 1834 que Dom Miguel accepte de rendre les armes mettant fin à cette guerre carliste portugaise. Le 24 Septembre de la même année, Pedro Ier s'éteint, enfin victorieux.

Une régence a été installée à Rio de Janeiro. Les Libéraux dominant le Parlement et le Conseil de Régence. Pedro II, magnifique prince aux yeux d'un bleu envoutant, est proclamé majeur à l'âge de 15 ans, le 23 Juillet 1840.



Isabel et Pedro II

La chute de l'Empire

Commence alors pour Pedro II un règne qui va durer jusqu'au 15 Novembre 1889 et qui va être secoué par de nombreuses insurrections républicaines (République de Braga de 1835 à 1845), par une guerre avec l'Argentine (1851- 1852), par une autre avec le Paraguay (1864-1870) et par une sécheresse qui fera plus de 50 000 morts (1877-1879)... Pedro II est soucieux de l'avenir de son Empire et notamment de la question de l'esclavage. En 1871, il a signé la "loi du ventre libre" qui rend la liberté aux enfants d'esclaves. Une loi qui répond aux abolitionnistes sans les satisfaire pleinement car elle laisse encore un large pouvoir aux grands

propriétaires terriens dont Pedro II ne veut pas perdre le soutien. Il part chercher en Europe des appuis financiers et laisse la Régence à sa fille, Isabel, farouche partisane de l'abolition. Le 28 Septembre 1885, elle signe une nouvelle loi qui donne la liberté aux esclaves âgés de plus de 60 ans. Les planteurs sont furieux et commencent à comploter *jusqu'à l'Eglise qui abandonne la famille impériale à son destin en 1887* pour se rallier aux idées abolitionnistes.

Le Parti Républicain a été créé en 1870. Il demande ouvertement l'abolition de la monarchie jugée comme un frein au développement. Etrangement pourtant, leur premier manifeste élude complètement la question de l'esclavage. L'idée républicaine n'est pas nouvelle en Amérique Latine et l'Empire cohabite avec des Républiques (ou dictatures) à ses frontières. Le Brésil est la dernière monarchie existante sur le continent sud américain ; l'Empire du Mexique est tombé sous les balles de Benito Juarez le 19 Juin 1867 et son protecteur français a suivi en Septembre 1870 sous celle des prussiens. Les républicains sont introduits dans toutes les couches de la société y compris chez les militaires. A Petropolis, nouvelle capitale impériale depuis 1843, la famille de Bragance ne s'inquiète pas outre mesure. Tant que les planteurs soutiendront la monarchie, l'Empire vivra. L'Empereur et sa fille en sont persuadés, et pensent que l'abolition de l'esclavage ne sera pas un frein à ce soutien. Pedro II s'embarque une nouvelle fois pour l'Europe et laisse à nouveau les rênes du pays à sa fille.

Le 13 Mai 1888, la Régente signe la Loi d'Or qui libère les 700 000 esclaves du pays. La révolte gronde chez les propriétaires terriens d'autant plus que le Trône a refusé de compenser financièrement la perte des esclaves. Enfin, un autre facteur joue en défaveur de la dynastie impériale : le Prince Gaston de Bourbon-Orléans, Comte d'Eu et petit fils du Roi Louis Philippe, est marié à la Princesse Isabel. Le Comte d'Eu n'est guère aimé au Brésil ; les planteurs lui reprochent son point de vue libéral et les militaires ses piètres talents d'officier qui ont contribué au désastre de la campagne du Paraguay.

Un homme va faire basculer la situation. Le Maréchal Manuel Déodoro Da Fonseca (1827-1892) est membre du Club Militaire depuis sa fondation ; c'est un vétéran de la guerre avec l'Uruguay. Il a forcé la démission du Ministre de la Défense qui tentait de faire voter une loi empêchant les militaires d'intervenir en politique. Da Fonseca est très populaire parmi les militaires et les républicains. Le Vicomte d'Ouro Preto, Premier ministre Libéral, lance des réformes nécessaires à la sauvegarde de la monarchie et, en Juin 1889, nomme un libéral à la tête de l'Etat du Rio Grande Del Sul ; Da Fonseca est furieux car

il convoitait le poste. Le 14 Juillet 1889, les Républicains défilent au chant de la Marseillaise. Pedro II quitte Petropolis et revient à Rio de Janeiro. Des rumeurs de coup d'état se font entendre dans la ville mais l'Empereur refuse de mettre le pays sous état d'urgence et tente de rassurer ses partisans. Pourtant le 15 novembre 1889, le Maréchal Da Fonseca envahit la salle du Conseil, force Ouro Petro à démissionner avant de proclamer la République des Etats-Unis du Brésil. Deux jours plus tard, l'Empereur et sa famille sont mis de force sur un navire en direction de l'Europe par Da Fonseca qui, craignant un soulèvement en faveur de l'Empereur, les avait exfiltrés de nuit et en urgence.

La République

Commence alors pour la Famille impériale et l'Empereur un long exil qui commence au Portugal mais le Roi Dom Carlos Ier, petit neveu de Pedro II, lui demande de quitter le pays. En effet, l'arrivée de la Famille impériale à Lisbonne a provoqué des manifestations du Parti républicain portugais. L'Impératrice Thérèse, affaiblie, meurt le 28 Décembre et l'Empereur se réfugie à Eu (France) avec sa fille Isabel. Pendant ce temps au Brésil, la République vote une loi nationalisant les biens de la Famille impériale.

La République n'est pas acceptée par tous ; les partisans de l'Empire se regroupent au sein de l'Union Monarchique. Bahia, aux mains des monarchistes, se soulève avec l'appui de la Marine. La révolte des Canudos va bientôt éclater, marquant le crépuscule des espoirs monarchistes au Brésil. Le Maréchal Da Fonseca, qui songeait finalement à rappeler le souverain, a été à son tour victime d'un coup d'état orchestré par le Maréchal Peixoto le 23 Novembre 1891.

La IIIème République s'accommode de la présence de la Famille impériale qui ravit tous les monarchistes français. La "Rédemptrice" Isabel va se faire discrète, elle est triste et amère en son château d'Eu. Le 5 Décembre 1891, Pedro II s'éteint ; Isabel est désormais Impératrice du Brésil et elle croit fermement dans les chances de restauration. Les monarchistes manifestent régulièrement derrière le slogan : *"Au Brésil, ou l'anarchie, ou la monarchie!"* mais les diplomaties étrangères s'opposent au retour d'Isabel, tout en reconnaissant que la monarchie pourrait aider à stabiliser ce pays à la dérive. De son mariage avec le Comte d'Eu, Isabel eût quatre enfants dont Pedro de Alcantara, né le 15 Octobre 1875 et Luis, né le 26 Janvier 1878. Les deux Princes maintiennent le contact avec les mouvements monarchistes. Le Prince Luis tente par deux fois de débarquer au Brésil (1903 et 1907).

Le Prince Pedro est amoureux de la Princesse Elisa-

beth Dobrzensky de Dobrzenicz, issue de la petite noblesse tchèque. Pour Isabel, c'est une mésalliance que ne saurait contracter l'héritier de l'Empire brésilien. Le Prince Pedro va alors renoncer au trône le 30 Octobre 1908 en faveur de son frère Luis ; leur père n'a guère son mot à dire. De fait, Gaston d'Orléans, comte d'Eu, qui supporte mal cette place de consort, se soucie désormais uniquement de ses prétentions françaises et de celles de ses descendants. Lorsqu'il rencontre le Duc Philippe d'Orléans, prétendant au Trône de France, ce dernier le rappelle à l'ordre, n'appréciant que peu les ambitions de son cousin. Cependant le 26 Avril 1909, le Duc d'Orléans accorde à Gaston et à ses fils, le précat d'Altesse Royale et tous les honneurs dus aux Princes de France. En contrepartie, le Comte d'Eu ne pourra revendiquer ses droits à la succession en France qu'après l'extinction de tous les Orléans, un pacte de famille qui, aujourd'hui, permet aux Bragance-Orléans d'être dynastes en France.



Luis, Prince du Brésil et de France, ne va pas profiter longtemps de sa nouvelle position d'héritier au trône de Petropolis, il meurt brutalement le 26 Mars 1920, laissant la place à son fils Pedro Henrique ou Pedro III. La Famille impériale va bientôt perdre tour à tour Isabel, le 14 Novembre 1921 puis le Comte d'Eu, le 28 Août 1922. Ce dernier décède sur le navire qui rapatriait les corps de Pedro II et de son épouse Thérèse au Brésil. La loi de bannissement de la Famille impériale vient juste d'être abolie par la République et ses biens lui sont restitués.

En grande instabilité politique depuis 1894 — dix présidents se sont succédés en moins de vingt ans — la République brésilienne craint une possible restauration, confortée par l'acclamation du retour des dépouilles de la Famille impériale. La révolution et le coup d'état du 24 Octobre 1930 mettront fin aux espoirs monarchistes.

Le pays est maintenant dirigé par Getulio Vargas, chef civil de la Révolution de 1930, tête du pouvoir dictatorial depuis 1937 et figure emblématique de l'*Estado Novo*. Pour les monarchistes, il fait figure de "Général

Monk" mais Vargas n'entend pas restaurer l'Empire et préfère conserver le pouvoir pour lui-même. Pedro III, rentré au Brésil en 1925, se méfie du dictateur et reste apparemment neutre. Le Prince João (1916- 2005), fils cadet de Pedro de Alcantara et cousin de Pedro III, est — comme le fut son père — membre de l'Action Intégraliste Brésilienne (AIB - Ação Integralista Brasileira) dont la devise, "Dieu, Patrie et Famille", résume à elle seule la doctrine. L'AIB est un mouvement d'inspiration fasciste qui regroupe nationalistes et monarchistes. Il menace le pouvoir de Vargas qui, ne goûtant pas les démonstrations de ces *Chemises Vertes*, prononce sa dissolution le 3 décembre 1937. Le 11 Mai 1938, les intégralistes attaquent sans succès le Palais de la Guanabara et le Ministère de la Marine. Le Prince João est blessé lors de cette action et Vargas se maintiendra au pouvoir jusqu'à son décès le 24 Août 1954.

Les monarchistes ont le vent en poupe mais la Famille impériale se divise. Pedro de Alcantara et son fils, Pedro Gastão, traversent le pays et se battent pour les droits des indiens dans le Mato Grosso. Ses prises de position ne sont pas du goût de Pedro III et la crise dynastique s'aggrave encore au décès de Pedro de Alcantara le 29 Janvier 1940. Pedro Gastão, âgé alors de 27 ans, revient sur la renonciation de son père et revendique à son tour le trône impérial. Trois ans auparavant, son père avait déclaré : *"Lorsqu' il y a quelques années, j'ai renoncé au trône impérial en faveur de mon frère Dom Luiz, je l'ai fait en mon nom propre, et non au regard des lois brésiliennes, sans avoir au préalable consulté la nation, sans forcément avoir respecté les protocoles d'usage pour un tel acte de cette nature. En outre, cette renonciation n'a pas de caractère héréditaire. Plus tard, au cours de mes voyages au Brésil et en Europe, après m'être entretenu à diverses reprises avec divers royalistes, j'ai constaté que ma renonciation au trône n'était aucunement valide de facto pour les raisons que je viens de citer auparavant. Le Conseiller João Alfredo, a qui j'avais remis une copie certifiée conforme de ma renonciation, m'a confirmé cela en tous points."* Les monarchistes sont désormais divisés entre la branche de Vassouras incarnée par Pedro III Henrique en référence à la ville de Vassouras, située dans l'état de Rio de Janeiro où s'est installé le Prince et celle de Petropolis, incarnée par le jeune Pedro Gastão. Les monarchistes brésiliens se divisent dorénavant en une branche légitimiste et une branche d'inspiration orléaniste.

Pedro Gastão, IV^e du nom, incarne bien cette mouvance orléaniste. Le 8 Avril 1931, sa sœur Isabelle avait

épousé Henri d'Orléans, Comte de Paris, lors d'un mariage fastueux célébré à Palerme devant des milliers de royalistes. Le Comte de Paris croit fermement en ses chances de restauration en France ; Pedro Gastão également pour le Brésil et il prend son rôle très à cœur. Plus taciturne le Prince Pedro Henrique s'installe dans le cœur des brésiliens qui viendront régulièrement lui présenter leurs hommages au Palais de Petropolis. Il est en France lorsque la guerre éclate et rembarque vers le Brésil où il espère qu'on le rappellera sur le trône en ces temps troublés, mais la République est bien installée avec la dictature en place. Afin de ne pas gêner le mariage de sa sœur Françoise avec Duarte

Nino, fils de Miguel Ier, que la mort du Roi Manuel II de Portugal en 1932 a laissé unique prétendant au trône, Pedro Gastão abandonne son titre de Duc de Bragance en 1945. Au Portugal avec l'*Estado Novo* de Salazar, en France ou au Brésil, les monarchistes croient encore en leurs chances.

Si la cause impériale reste incontournable dans la vie politique brésilienne, la dictature empêche toute tentative de restauration. Le décès du prétendant Pedro Henrique en 1981 puis le retour à la démocratie en 1985, n'entament pas la détermination des monarchistes. C'est désormais le Prince Luiz Gastão, ou Luiz Ier, qui assure la continuité de l'héritage des Vassouras. Né en France en 1938, le Prince parle portugais avec un accent

français prononcé. Au Brésil, la corruption a gangréné la république parlementaire et le peuple réclame une nouvelle constitution. Le pays se verra même proposer un référendum sur le retour de la monarchie en 1993 (voir p.15) en faveur de laquelle les princes Vassouras et Petropolis, mèneront campagne.

Le Prince Pedro Gastão décède le 27 Décembre 2007. Un hommage national lui est rendu et le Roi d'Espagne accompagne lui-même le cercueil à sa destination finale. C'est désormais son fils, le Prince Pedro Carlos, ou Pedro V, né en 1945, qui est à la tête de la branche de Petropolis. En 2008, il déclare à un journal espagnol qu'il est favorable au maintien de la République au Brésil. Son héritier, le Prince Pedro Tiago (1979) est proche des milieux monarchistes et notamment du Parti de la Démocratie Royale (www.real.org.br), né d'une fusion des mouvements monarchistes le 9 Juillet 2007 et très implanté dans la vie politique du Brésil. Le Prince a par le passé évoqué la possibilité de se présenter aux élections législatives.

Draken



Même si le fait est oublié, voire occulté, le Brésil a aussi connu sa Vendée. Dans les premières années de la République brésilienne, une révolte particulièrement violente a ensanglanté la province de Bahia et ébranlé, sinon les assises, du moins certaines certitudes de la république.



Canudos par Juraci Dórea

L'arrière-pays de la province de Bahia est une région pauvre et semi-désertique à l'économie moribonde, parsemée de quelques bourgades sur lesquelles s'abattent tour à tour la sécheresse, la famine, les bandes de *cangaceiros* (bandits) ou — et c'est parfois pire — les escadrons de *volantes* constitués de policiers chargés de traquer les *cangaceiros* ; les méthodes des uns et des autres à l'égard des populations civiles différant assez peu.

C'est au milieu de ce chaos que survit, plutôt que ne vit, une population composée de quelques petits blancs, d'esclaves fraîchement affranchis par l'Empire en 1888, de métis et d'Indiens déracinés ; la plupart des *bonnes terres* appartenant à quelques familles très riches vivant dans de luxueux palais de Bahia, sur la côte atlantique.

Depuis toujours ces régions arides et semi-désertiques, baptisées *Sertão*, sont parcourues par quelques prédicateurs qui apparaissent, puis disparaissent aussi soudainement, morts de faim dans un fossé, tués par une bande de *cangaceiros* ou une brigade de *volantes*,

ou partis sous des cieux plus cléments.

Un seul de ces hommes fait exception à la règle, il se nomme Antônio Vicente Mendes Maciel, né en 1830 et apparu dans le *Sertão* vers 1874. Vêtu d'une simple robe de bure et de sandales de cuir, Antônio Maciel ne réclame rien pour lui. Là où il passe, il se contente de nettoyer les églises et les chapelles laissées à l'abandon, de relever les calvaires effondrés, de rebâtir les murs des cimetières ou d'assister les familles frappées par un deuil. Un coin pour dormir et une écuelle de soupe lui suffisent.

Pendant près de 20 ans, survivant aux sécheresses endémiques, à la famine, aux épidémies, à la misère, respecté de tous même des pires *cangaceiros* de la région, Antônio Maciel parcourt le *Sertão*. Les villageois l'écoutent le soir à la veillée ; on recherche ses avis, ses conseils. On le surnomme bientôt Antônio Conselheiro, Antoine le Conseiller.

Au fil des ans, des individus de toutes sortes sont venus le rejoindre, constituant autour de lui une *suite* hétérogène composée de villageois dépossédés, de commerçants ruinés, de mendiants, d'esclaves en fuite ou affranchis et de déclassés. Ils progressent ensemble sur les sentiers arides, chantant des cantiques et participant avec lui aux travaux communs.

Le Conseiller est regardé comme un saint homme par bien des habitants de ces régions désolées ; au point que même l'Eglise catholique, apeurée, interdit aux prêtres de l'accueillir. Mais bien des curés de la région, aussi pauvres et abandonnés que leurs ouailles, répondent mollement aux injonctions de la riche hiérarchie catholique de Bahia.

Deux évènements vont alors venir marquer durablement l'histoire du Brésil.

L'Empereur Dom Pedro II (1825-1891) avait de longue date lancé plusieurs réformes visant à faire disparaître l'esclavage au Brésil. En 1850, une première loi avait prohibé la traite négrière. En 1871, une seconde loi dite du *ventre libre* vient stipuler que les enfants nés d'esclaves seront libres. Enfin, après une campagne politique et médiatique effrénée, la princesse Dona Isabel de Bragança, Régente de l'Empire et fille de Dom Pedro II parvient à faire voter la *Lei Áurea* (Loi d'Or) qui le 13 mai 1888 met un terme définitif à l'esclavage sur tout le territoire du Brésil.

C'est pour la monarchie brésilienne une victoire à la Pyrrhus. Nombre de propriétaires terriens et

d'industriels rejoignent les rangs du parti républicain, alimentant celui-ci en fonds, mettant leurs journaux au service de la cause républicaine et entretenant le mécontentement, notamment au sein d'une frange progressiste de l'Armée.

Le 15 novembre 1889, la conjonction de ces différentes forces et de ces intérêts parfois opposés (militaires progressistes, républicains positivistes, industriels et grands propriétaires conservateurs) aboutit à un coup d'état militaire. La Famille impériale est contrainte à l'exil ; la République est proclamée. Fragile, oscillant entre plusieurs modèles étrangers, tiraillée entre des intérêts et des groupes contradictoires, cette république est un phénomène essentiellement urbain, illustration d'un Brésil à double vitesse.

Dans le Sertão, la vie rude et difficile poursuit son cours. L'abolition de l'esclavage a jeté sur les routes des milliers d'esclaves affranchis qui ne savent où aller et cette abondance de main d'œuvre entraîne un effondrement des salaires. La chute de l'empire apparaît comme un funeste présage.

C'est dans ce contexte que la République décide de promulguer un certain nombre de lois et de décrets dont certains, comme l'institution du mariage civil ou du divorce apparaissent clairement dirigés contre l'Eglise catholique.

Première expédition

En 1893, dans le bourg de Natuba, Antoine le Conseiller arrache les décrets affichés, les déchire publiquement et condamne solennellement la République qu'il qualifie d'avènement de l'Antéchrist.

Lorsqu'à Bahia on apprend la nouvelle, on se contente de dépêcher une trentaine de gendarmes commandés par le capitaine Virgílio Pereira de Almeida afin de procéder à l'arrestation du Conseiller mais, sur place, les langues ne se delient pas. La population qui d'habitude est plutôt indifférente à ce type d'évènement semble cette fois franchement hostile aux gendarmes. Finalement localisés dans le petit village de Massaté, le Conseiller et les deux cents personnes qui l'accompagnent ne se laissent pas faire. La troupe de gendarmes est assaillie, attaquée à coup de pierres, de bâtons et de machettes ; les forces de l'ordre prennent alors la fuite. Une autre expédition envoyée peu

de temps après ne trouve plus trace du Conseiller ; les populations sont devenues définitivement muettes et hostiles.

En fait, le Conseiller et les siens se sont installés, après quelques mois d'errance, dans une *fazenda* (ferme) abandonnée au fond d'une vallée, près de la ville de Monte Santo, le long de la rivière Vaza-Barris, en un lieu appelé Canudos.



Canudos va vite apparaître comme le lieu de toutes les misères mais de tous les espoirs. La population du Sertão afflue dans ce qui semble être un sanctuaire en dehors de la furie du temps. Les plus terribles chefs cangaceiros de l'époque, Pajeu le balafré, Joao Abade autrefois surnommé Joao Satan, José Venancio, Joao Grande, les frères Macambira, des hommes cruels et intrépides, viennent inexplicablement se mettre au service du Conseiller et des plus pauvres des pauvres, réfugiés à Canudos, abandonnant une vie de rapines et de meurtres.

Certains historiens tentent aujourd'hui de minimiser, voire de nier le caractère monarchiste de Canudos. Pourtant chaque nouvel arrivant doit jurer sous serment qu'il est catholique, qu'il rejette la République et ses lois, qu'il n'a jamais accepté le renversement de l'Empereur Dom Pedro II et la chute de l'Empire.

A Canudos, l'argent de la République est interdit, on ne commerce qu'avec les monnaies à l'effigie de Pedro II ou de Dona Isabel.

Seconde expédition

Les plaintes affluant à Bahia, le gouvernement provincial décide l'envoi de 104 soldats équipés de deux mitrailleuses commandés par le lieutenant Manuel da Silva Pires Ferreira. Canudos compte alors près de 8.000 habitants.

La colonne armée ne l'atteindra jamais. Attaqués au lever du jour dans le village de Uauà par plusieurs milliers de *conseillistes* menés par Pajeu et Joao Abade et sommairement armés, les soldats se retirent après plusieurs heures de combat et de lourdes pertes, le 24 novembre 1896.

Cette défaite fait comprendre aux autorités de Bahia que ce qui se passe à Canudos est plus sérieux que les quelques plaintes qui leur parviennent.



Soldats de la seconde expédition

Troisième expédition

Une autre expédition, commandée par le major Febrônio de Brito, forte de plus d'un demi-millier d'hommes, avec deux canons et des mitrailleuses, se met en route en janvier 1897. Après une marche difficile marquée par les embuscades, les pièges et les sifflets stridents des conseillistes cachés dans la *caatinga* (brousse dense et épineuse de la région), qui vrillent les nerfs des soldats, la troupe arrive enfin en vue de la passe qui garde l'accès à Canudos.

Pendant toute la journée du 18 janvier, un combat acharné s'engage entre les soldats et les *jagunços* (rebelles) de Canudos ; le chef cangaceiro José Venancio est tué mais, le soir, la voie est libre. C'est alors que Pajeu et les *jagunços* survivants, rentrés à Canudos pour annoncer la défaite imminente, ont la surprise de voir la population se soulever. Hommes, femmes et enfants, armés de frondes, de couteaux, de pierres marchent de nuit en direction du champ de bataille où les soldats épuisés par les combats n'ont pris aucune mesure défensive. La contre-attaque des conseillistes tourne au massacre. La colonne du major Febrônio de Brito se désagrège et les soldats s'enfuient sous les coups de boutoirs de plus de 4.000 conseillistes enragés.

Dans la nuit, Canudos célèbre sa victoire. Un *Te Deum* est célébré dans la vaste église dont le Conseiller a entrepris la construction. On conspue la République, on prophétise la fin des souffrances.

Quatrième expédition

La nouvelle de la défaite de la colonne de Brito agit comme un électrochoc sur le Brésil républicain. L'affaire devient fédérale. Le président de la République, Prudente de Morais, charge le meilleur régiment du Brésil de marcher sur Canudos et "d'écraser ce foyer de sédition monarchiste".

Le régiment en question est le fameux 7^{ème} régiment. Régiment mixte comprenant de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie, il compte plus de 1.300 hommes tout dévoués à leur chef, le colonel Antônio Moreira César, un républicain de la première heure, directeur du journal *O Jacobino* (Le Jacobin) et partisan d'une république dictatoriale. A la tête de ses troupes, il a déjà écrasé impitoyablement plusieurs complots et révoltes fédéralistes ou monarchistes.

Le 7^{ème} est de plus complété par près de 600 gendarmes de la province de Bahia et autant de miliciens de la Garde Rurale mise en place par les républicains de Bahia.

A Canudos, les conseillistes ont organisé une Garde Catholique commandée par Joao Grande et chargée de veiller sur le Conseiller. La ville, vaste bidonville en réalité, compte désormais près de 15.000 habitants qui, unis dans une même foi, vivent en bonne entente. On y compte même un quartier indien.

Après une marche éprouvante dans le Sertão, avec son lot d'embuscades et les sifflets stridents qui retentissent jour et nuit, la colonne de Moreira César atteint enfin Canudos. Les vivres manquent, les soldats commencent à ressentir la faim. La population de la région ne cache plus désormais son soutien à la rébellion et aux *jagunços*.

Pour Moreira César, il y a urgence à sonner l'attaque. Après un bombardement massif concentré en partie sur le sanctuaire en construction, les bataillons donnent l'assaut les uns après les autres. Les combats s'engagent au corps à corps, au milieu de l'enchevêtrement de ruelles bordées de baraques de terre et de planches que constitue Canudos. Pour les soldats, chaque recoin, chaque renforcement peut être un piège mortel abri-



Les survivants de Canudos



Soldats du Gouvernement

tant un jagunço armé d'une machette ou d'un simple pieu effilé.

Le gigantesque bidonville engloutit un à un les bataillons de la colonne Moreira César. C'est dans le quartier indien de Mirandela que les combats sont les plus sanglants.

Au soir de cette journée du 2 mars 1897, Moreira César décide de faire donner la cavalerie et lui-même réclame sa monture. Canudos pourrait tomber sous les coups de cet ultime assaut. Soudain, lentement, le colonel Moreira César s'affaisse sur l'encolure de son cheval ; une balle tirée par un jagunço — il y en a des centaines qui traquent les soldats isolés autour de Canudos — vient de frapper mortellement le commandant du glorieux 7ème régiment.

Tandis que la cavalerie s'enlise dans les eaux du Vaz-Barris truffées de pièges, les bataillons défaits et démoralisés remontent en désordre de Canudos. Moreira César agonisant à l'infirmerie demande qu'un nouvel assaut soit tenté ; ses officiers n'osent pas lui répondre. On entend désormais les sifflets dans la nuit et leur bruit strident semble à son tour gravir la colline. C'est la contre-attaque des jagunços.

Au petit matin du 3 mars, il ne reste de la colonne Moreira César que des fuyards qui ont jeté leurs armes pour courir plus vite. Moreira César est mort, sa cavalerie n'existe plus, ses canons sont aux mains des jagunços. L'armée brésilienne vient de subir l'une des plus graves défaites de son histoire et l'une des plus humiliantes. L'orgueil militaire du Brésil vient d'être brisé net par quelques milliers de miséreux, de déclassés, de

bandits rassemblés autour d'un prédicateur monarchiste et mystique.

Cinquième expédition

Dès la nouvelle connue, c'est la stupeur et la colère. L'impossible, l'impensable s'est réalisé. Une foule républicaine remontée incendie les sièges des journaux monarchistes à Rio. Le journaliste et directeur de presse monarchiste Gentil José de Castro est lynché par la foule, son corps est traîné dans les rues de la capitale.

La mobilisation générale du Brésil est décrétée par le maréchal Carlos Machado Bittencourt. Trois colonnes sont constituées sous les ordres du général Artur Oscar de Andrade Guimarães. 15.000 hommes de troupe marchent sur Canudos dont la population oscille entre 25.000 et 30.000 habitants.

Le 27 juin, les troupes brésiliennes occupent les collines qui surplombent le site. Ni les bombardements intensifs, ni les assauts répétés, ni la famine qui s'installe à Canudos ne viennent à bout de la résistance des jagunços.

Les uns après les autres, les chefs cangaceiros tombent au combat. Le Conseiller s'éteint lui-même le 22 septembre de la dissenterie.

L'armée déclenche le dernier assaut le 5 octobre contre la dernière tranchée de Canudos tenue par quatre combattants seulement, qui sont mis à mort le jour même. 400 femmes et enfants sont faits prisonniers ; les plus jolies d'entre-elles seront envoyées dans des bordels militaires. Il s'agit des seuls survivants du siège. Quelques centaines de jagunços demeurés à l'extérieur de Canudos survivront à la guerre et les derniers vestiges de la ville seront rasés au canon et à l'explosif.

En 1969, le site a été noyé par la construction d'un barrage sur décision du gouvernement fédéral. Le dernier jagunço vétéran de la guerre de Canudos, jeune combattant d'une dizaine d'années à l'époque, est décédé en 1983.



Marechal Carlos Machado Bittencourt

"Ils ne le savaient pas, mais ils étaient monarchistes, quoique d'une façon telle qu'aucun monarchiste ne l'aurait comprise (...). Ils savaient que la monarchie avait aboli l'esclavage. Le Conseiller faisait l'éloge de la princesse Isabel pour avoir accordé la liberté aux esclaves. Il paraissait convaincu que la monarchie était tombée pour avoir aboli l'esclavage. Tous à Canudos croyaient que la République était esclavagiste" (Vargas Llosa - La guerre de la fin du monde).

En 1988, Antônio Henrique Cunha Bueno, député fédéral de São Paulo sous l'étiquette du parti de centre-droit PDS (Partido Democrático Social) et âgé de 40 ans, publie un ouvrage allant à contre-courant des idées en cours alors que la république brésilienne s'apprête à célébrer son centenaire.

S'appuyant sur l'exemple espagnol, il soutient en effet la thèse que seule la restauration du régime monarchique peut permettre au Brésil de sortir du chaos institutionnel qui est le sien.

Cunha Bueno va même aller plus loin en lançant une pétition visant à l'organisation d'un référendum d'initiative populaire portant sur la forme constitutionnelle du régime. Après une campagne longue et difficile, il parvient à réunir le million de signatures exigé par la loi, puis à faire approuver par une majorité de ses collègues le principe de ce référendum rendu légal et possible par le volume de signatures collectées ; son principal argument auprès de nombre des parlementaires étant que la République est *illégale*, puisque issue d'un coup d'état et jamais ratifiée par aucune consultation populaire.

La campagne référendaire qui commence dès 1992 va vite s'avérer très déséquilibrée. Tous les grands partis parlementaires vont se constituer, à gauche et au centre en un Front Présidentialiste, à droite en un Front Parlementariste. Les quelques groupes monarchistes brésiliens vont disposer de peu de moyens pour mener campagne et Antônio Henrique Cunha Bueno restera un parlementaire très isolé dans ses choix. La famille impériale, loin d'être unie, voit ses deux branches se battre chacune de son côté. Le Prince Pierre Gaston est un candidat apprécié des brésiliens et fait l'unanimité des monarchistes. Le Prince Louis Gaston est plus distant ; très proche du mouvement ultra catholique et anti-communiste la Société Brésilienne de Défense « La Tradition, la Famille et la Propriété » (TFP), ce Prince Vassouras se réfugie souvent dans la prière et n'a jamais travaillé de sa vie, ce que lui reproche bon nombre de brésiliens. Son frère Bertrand partage ses valeurs chrétiennes mais n'assume pas sa position d'héritier. Partant de ce constat, les monarchistes n'avaient pas beaucoup d'illusions quant à l'issue du référendum.

Un slogan fait son apparition à travers tout le pays : « Votez pour le Roi ! ». Les médias télévisuels et la presse s'intéressent à la famille royale et couvrent leur campagne. Les sondages en 1992 parlent de 22% d'intention de vote en faveur de la monarchie puis grimpent à 40% à quelques mois du référendum, surtout dans la tranche des 16- 25 ans. Prenant subitement conscience de l'importance des monar-

chistes au Brésil, le gouvernement décide d'avancer à Avril ce référendum prévu normalement en Septembre 1993. Malgré la faiblesse des moyens et le temps qui sépare le Brésil de son passé monarchique, le résultat du référendum du 21 avril 1993 constitue une vraie surprise.



Antônio Henrique Cunha Bueno

Inscrits : 90.531.124
Votants : 67.225.354
Exprimés : 51.369.471
République : 44.528.920 (86,68%)
Monarchie : 6.840.551 (13,31%)

Un résultat très honorable pour les tenants de la Monarchie et, si l'on rapporte le nombre des suffrages obtenus par la République au nombre des inscrits, cette dernière ne représente que 49,18% du panel.

La Monarchie réalise ses deux meilleurs résultats dans l'état le plus peuplé du Brésil, Sao Paulo (16,59%) et dans celui, très emblématique, de

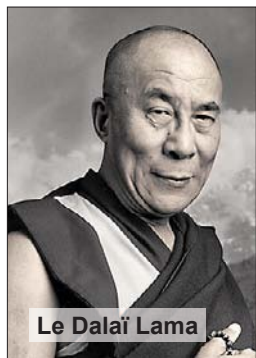
Rio de Janeiro (16,30%). Les autres états dans lesquels la Monarchie est au dessus de la moyenne nationale sont Rondonia (14,87%), Santa-Catarina (14,47%), Para (14,29%), Mato Grosso do Sul (14,17%), l'Amazonie (13,88%), Mato Grosso (13,68%) et l'Alagoas (13,42%). Le seul état dans lequel la Monarchie ne franchit pas la barre des 5% est le petit état de Piaui (4,80% *seulement*).

Son initiative coûtera son siège de député fédéral à Antônio Henrique Cunha Bueno qui ne sera pas réinvesti par son parti, tandis que les monarchistes brésiliens, faibles, désunis et surpris eux-mêmes par les potentialités offertes par ce vote se montreront incapables de l'exploiter politiquement.

Suite à cet échec et par dépit, Pierre Gaston de Bragance-Orléans interdira toute formation d'un parti monarchiste susceptible de pouvoir participer aux futures élections législatives suivantes avant de se retirer à Petropolis. Il sera peu entendu puisqu'un parti monarchiste obtiendra quatre sièges (3 sièges de plus qu'en 1990) sur les 513 disponibles lors des élections législatives de Novembre 1994.

En 2005, un sondage affirmait que 21% des Brésiliens seraient prêts à accepter le retour de la monarchie. Preuve en est que malgré son échec au référendum, la question impériale demeure toujours vivace au Brésil. Il n'en demeure pas moins que cette stratégie originale mériterait certainement plus qu'un simple rappel historique.

Sylvain



Le Dalai Lama

Tibet, le 1er février 2010 : Rencontre entre les représentants du souverain en exil du Tibet, le XIV^e Dalai Lama, et du gouvernement chinois après un an de dialogue interrompu. La Chine a de nouveau réaffirmé son refus de toute concession sur sa souveraineté sur le Tibet : *“Les intérêts nationaux [de la Chine] sont inviolables et il n’y pas de place pour des discussions sur les*

questions de souveraineté nationale et territoriale. L’idée d’un haut niveau d’autonomie [pour le Tibet] est une violation de la constitution chinoise” a déclaré le gouvernement dans un communiqué cité par l’agence Chine Nouvelle. Les représentants du Dalai Lama ont de leur côté rappelé qu’ils ne réclamaient pas *“un état souverain [pour le Tibet]”*, ils avaient remis un mémorandum aux autorités chinoises en novembre 2008 insistant sur le fait que *“leur demande d’autonomie dans les montagnes de l’Himalaya était conforme à la constitution chinoise”*.



Autriche, le 3 février 2010 : Décès de l’Archiduchesse Régina, épouse du prince impérial Othon de Habsbourg-Lorraine. Née en 1925 au sein de la famille des Saxe-Meiningen, la princesse s’était mariée à l’héritier du trône impérial le 10 Mai 1951. Elle laisse derrière elle 7 enfants. La cérémonie d’enterrement a eu lieu en Thuringe (Allemagne), plusieurs centaines de monarchistes autrichiens avaient fait le déplacement. Près de 200 personnes, membres de la Famille impériale, ou représentants d’autres Maisons royales étaient par ailleurs présentes. Parmi eux le Duc François de Bavière et Dom Duarte III, le prétendant portugais.

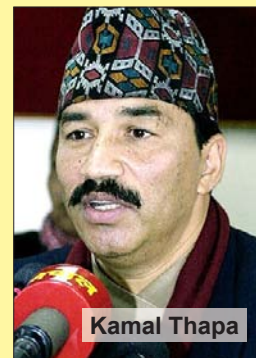
monarchistes autrichiens avaient fait le déplacement. Près de 200 personnes, membres de la Famille impériale, ou représentants d’autres Maisons royales étaient par ailleurs présentes. Parmi eux le Duc François de Bavière et Dom Duarte III, le prétendant portugais.

Le 25 février suivant, en **Hongrie**, les monarchistes hongrois ont rendu hommage à l’Archiduchesse au cours d’une cérémonie organisée en la Basilique de Saint Mathias de Budapest. Rappelons qu’au lendemain de la chute du communisme, les autorités hongroises avaient proposé au Prince Othon de prendre la présidence du pays. Ce dernier avait refusé, préférant défendre ses idées au Parlement européen dont il fut député de 1979 à 1999 ; il fut par ailleurs Président du mouvement paneuropéen de 1973 à 2004.

Népal, le 7 février 2010 : Deux des principaux partis monarchistes, le Parti Rastriya Prajantantra (RPP) et le Parti Rastriya Janashakti (RJP) ont annoncé leur fusion au sein du Parti Shakti Prajantantra (SKP) qui sera dirigé conjointement par Sury Bahadur Thapa et Pashupati Shamshé JB. Le SKP dispose de 15 députés sur les 601 que compte le Parlement népalais.

Le 23 février suivant, des centaines de militants du

Parti Rastriya Prajantantra Nepal (RPP-N), autre parti royaliste, ont investi la ville de Singha Durbar réclamant la restauration du Roi Gyanendra, le principe de la monarchie constitutionnelle dans la future nouvelle constitution et l’organisation d’un référendum à ce sujet. Le leader du RPP-N et ancien Ministre de l’Intérieur, Kamal Thapa, a quant à lui dirigé une manifestation monarchiste dans la ville de Bhadrakali. D’autres villes du pays ont été également le théâtre de manifestations similaires en faveur de la Monarchie. La veille, la capitale Katmandou, avait été également investie par 500 partisans du Roi paralysant toutes les activités commerciales de la ville. La police a procédé à l’arrestation de milliers de personnes jugées proches du souverain dont certains anciens ministres royalistes.



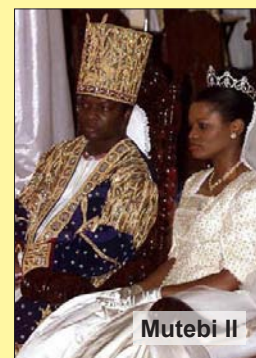
Kamal Thapa

Ces manifestations surviennent dans un climat politique tendu pour la jeune république népalaise. L’armée, dont les officiers sont suspectés de soutenir la restauration, refuse d’intégrer dans ses rangs les anciens rebelles maoïstes tandis que les députés issus de cette rébellion pratiquent la politique de la chaise vide, bloquant ainsi les institutions. Une pétition signée par deux millions de personnes réclame le retour à la monarchie.

Ces manifestations surviennent dans un climat politique tendu pour la jeune république népalaise. L’armée, dont les officiers sont suspectés de soutenir la restauration, refuse d’intégrer dans ses rangs les anciens rebelles maoïstes tandis que les députés issus de cette rébellion pratiquent la politique de la chaise vide, bloquant ainsi les institutions. Une pétition signée par deux millions de personnes réclame le retour à la monarchie.

Le 25 février, 13 organisations parmi les plus représentatives de la diaspora népalaise au Royaume Uni, au Canada et aux Etats-Unis ont appelé à la tenue d’un référendum sur la restauration monarchique et le retour à la constitution de 1990.

Ouganda, le 7 février 2010 : les habitants de la région de Karamoja ont appelé le Roi du Bouganda à les aider financièrement pour la construction d’hôpitaux et de routes. La veille, le Kabaka Mutebi II avait exigé devant les tribunaux fédéraux l’évacuation de la prison centrale de Kigo, située sur les terres de son Royaume. Soutenu par l’Alliance Fédérale d’Ouganda et plusieurs dirigeants de l’opposition, le Kabaka apparaît désormais comme un concurrent de poids au pouvoir du Président Museveni.



Mutebi II

Bulgarie, le 9 février 2010 : La Cour Constitutionnelle de Bulgarie a refusé de se prononcer sur le statut des anciennes propriétés royales. Le conflit oppose le gouvernement actuel à l’ancien Premier ministre Siméon II, aussi reconnu par ses partisans comme le Souverain légitime de Bulgarie. Ce dernier a par ailleurs annoncé le 23 février qu’il renonçait à se présenter à l’élection présidentielle prévue pour l’an prochain.



Réza Pahlavi

Iran, le 11 février 2010 : Reçu sur les plateaux de la chaîne d'information France 24, le fils du dernier shah d'Iran, Réza Pahlavi, a une nouvelle fois condamné le radicalisme du gouvernement islamiste, suite à la violente répression menée contre les manifestations anti-gouvernementales de la veille. Le Prince, que ses partisans reconnaissent sous le titre de

Réza II, souhaite l'établissement d'une démocratie laïque et parlementaire, il propose aussi la tenue d'un référendum sur la restauration de la monarchie. Le prétendant regrette par ailleurs que l'Europe et les Etats-Unis gardent leur distance vis à vis de l'opposition démocratique en exil, se contentant juste de voter des sanctions Onusiennes sans véritable effet sur la politique du régime des mollahs.



Fouad II

Egypte, le 14 février 2010 : A l'occasion du 45^e anniversaire de la mort roi Farouk, une douzaine de membres de la Famille royale égyptienne ont appelé à la création d'un parti royaliste pour défendre la mémoire de leur maison, restaurer les tombes de ses membres disparus et enfin promouvoir les idées monarchistes. Malade, le Prince Fouad II, prétendant au trône,

n'a pas pu assister à la célébration privée de l'anniversaire de la mort de son père, il a toutefois fait parvenir une couronne de fleurs très remarquée. Une trentaine de monarchistes ont tenté de placer le drapeau royal sur la tombe de feu le Roi Farouk avant de se le voir confisqué par des policiers venus encadrer la cérémonie. Ces mêmes policiers ont interdit à toute personne présente sur le site de prendre des photos.



Victor Emmanuel

Italie, le 16 février 2010 : Un tribunal de Toscane émet un jugement en faveur du Prince Victor Emmanuel IV de Savoie le reconnaissant seul héritier du Royaume d'Italie, la cour refuse au Prince Amédée, Duc d'Aoste, et également prétendant au trône de Croatie, de revendiquer l'héritage de feu le Roi Humbert II. Le Prince Amédée a par ailleurs été condam-

né à verser à son cousin la somme de 43.000 £ au titre de compensation. Une victoire donc pour Victor Emmanuel ; le Prince Amédée a déjà annoncé qu'il ferait appel du jugement.

Son fils Le Prince Emmanuel Philibert a en revanche connu un succès moindre, le 22 février, puisqu'il a été conspué lors d'un festival musical. En effet, le Prince héritier a engagé depuis plusieurs mois une campagne médiatique au travers de diverses émissions de variété. Après avoir

été éliminé puis repêché grâce au vote des téléspectateurs, le Prince de Venise participait à la finale du célèbre festival de la chanson italienne de San Remo. La présence princière a été qualifiée de "négationnisme monarchique" par un des chroniqueurs de la RaiNews24.

Le 23 mars suivant, invité par la Rai Uno dans son émission *L'arène*, le Prince Emmanuel Philibert de Savoie, interrogé sur sa dernière prestation comme chanteur, s'est vu brièvement interrompu par des militants du mouvement Néoborbonici. Ils ont chanté l'ancien hymne du Royaume des Deux-Siciles et agité des drapeaux frappés aux armes de la Famille royale de Bourbon-Sicile.



Emmanuel Philibert

Allemagne, le 16 février 2010 : Le tribunal de Postdam a rejeté la demande de restitution de 17.300 hectares de terres au Prince Friedrich V Zu Solms-Baruth. Le Prince est le petit fils homonyme d'un aristocrate, opposant au régime nazi, qui avait notamment participé au célèbre complot du 20 Juillet 1944 aux côtés d'autres officiers monarchistes. Arrêté par la Gestapo, le Prince avait été forcé par Heinrich Himmler en personne à lui abandonner ses possessions. Le Tribunal a précisé que la République Fédérale Allemande actuelle reconnaissait l'ancien état nazi comme constitutionnel et de facto ne pouvait remettre en cause une signature, même si celle-ci avait été obtenue sous la torture. Le Prince a fait appel auprès de la Cour Suprême de Leipzig.



Solms-Baruth

Géorgie, le 18 février 2010 : Le gouvernement géorgien vient de nommer l'Archiduchesse Gabriella Marie Charlotte de Habsbourg-Lorraine ambassadeur de Géorgie en poste en Allemagne. La Princesse, fille du prétendant au trône impérial austro-hongrois a obtenu la citoyenneté géorgienne en 2001.



Gabriella

Russie, le 18 février 2010 : Grand début du procès opposant la Grande Duchesse Maria Romanov au Procureur Général au Tribunal de Moscou. La Grande Duchesse, héritière du trône de Russie, demande la réouverture de l'enquête sur l'assassinat de la Famille impériale en Juillet 1918. Le Prince Nicolas Romanov, autre prétendant à la Couronne impériale, a condamné la reprise du procès par sa rivale la Grande Duchesse Maria.

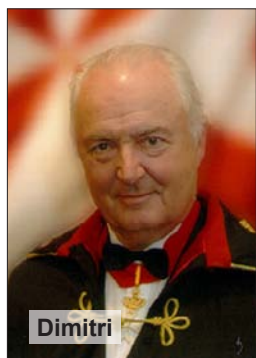


Georges

Si, en Russie, l'engouement pour la Famille impériale est réel, certains sondages montrent que seuls 10 à 20% de la population seraient favorables à une restauration des Romanov et si les autorités multiplient les gestes de bonne volonté en direction des Prétendants, les monarchistes ne disposent toujours pas de formation politique d'envergure. La Grande Duchesse Maria a entamé

des négociations avec le gouvernement russe afin d'obtenir un titre et un rôle officiel. Le Prince héritier Georges Romanov travaille actuellement au sein de la société russe *Norilsk Nickel*. Dans un entretien au journal *Zavtra* le 17 février dernier, le Prince s'est déclaré totalement prêt à assumer son rôle de souverain si les Russes souhaitaient le retour de la monarchie.

Portugal, le 18 février 2010: Le parti royaliste *Institut pour la Démocratie Portugaise* (IDP), a annoncé que son Président, Fernando Nobre, serait candidat à l'élection présidentielle de 2011. L'IDP a été fondé le 9 Août 2007, il soutient le Prétendant Dom Duarte III de Bragance.



Dimitri

Moldavie, le 20 février 2010 : Le Prince Dimitri Sturdza a rencontré le Président par intérim Mihai Ghimpu et a procédé à des dons d'ordinateur afin de remplacer le matériel informatique au parlement, pillé ou détruit lors des émeutes anti-communiste d'Avril 2009. Le Prince et le Président ont également discuté de l'avenir politique de la Moldavie. Se déclarant

proche de la Moldavie, le Prince a appelé à la rédaction d'une nouvelle constitution et s'est dit favorable à la candidature du pays à l'Union Européenne.



Estonie, le 26 février 2010 : La Ligue Monarchiste Estonienne a adhéré à la Conférence Monarchiste Internationale. Une adhésion qui survient quelques semaines après la création de la Ligue sous le patronage notamment de la Princesse Katherine de Yougoslavie et du Comte Tolstoy-Miloslavsky, la ligue

se veut apolitique et a pour but de promouvoir la culture de l'Estonie.

Le monarchisme n'en est pas à ses premiers pas dans la République balte. De 1992 à 1995, le Parti Royaliste Indépendant d'Estonie *Sõltumatud Kuningriiklased* aura même réussi à obtenir huit élus au Parlement. Ses membres avaient proposé en vain la couronne estonienne au fils du Roi de Suède

et au Prince Edouard d'Angleterre. Son leader Kalle Kulbok, un euro-sceptique convaincu, est connu pour avoir refusé de prêter serment à la République lors de son investiture. Le parti royaliste enregistra 7.12% des voix en 1992 mais, malgré une alliance avec les écologistes, il n'obtint que 0,81% des voix en 1995 ne lui permettant pas d'accéder au Parlement ; une défaite qui allait conduire à sa dissolution. L'Estonie a été brièvement une monarchie indépendante en 1918 sous le nom de Grand Duché de Livonia.



Kalle Kulbok

Burundi, le 26 février 2010 : Le mouvement monarchiste Abahuzi a été validé par la Commission Electorale nationale indépendante et pourra se présenter aux élections communales et présidentielles de cette année. La Princesse Esther Kamatari ne s'est pas officiellement prononcée sur sa candidature mais a récemment créé un blog (<http://esther.kamatari.free.fr/>). La Princesse Rose Paula Iribagiza sera, et avec elle d'autres membres de la maison royale, de nouveau candidate sous les couleurs du CNDD-FDD pour les prochaines échéances électorales.



Esther Kamatari

Autriche, le 1er mars 2010, Le Comte Ulrich de Habsbourg-Lorraine officialise sa candidature à la présidence autrichienne. La campagne du Prince, en opposition avec la Loi Anti-Habsbourg, avait conduit plusieurs partis de la coalition au pouvoir et de l'opposition à se déclarer également favorables à son abrogation [voir encadré]. L'Alliance Jaune-Noir, principal mouvement monarchiste autrichien, a annoncé soutenir *non-officiellement* la candidature princière. Le mouvement avait tenté en 2008 de présenter des candidats aux élections mais avait dû abandonner faute de pouvoir atteindre le quorum nécessaire de 6.000 signatures.



Ulrich

Le 26 Mars 2010, ce fut au tour du Prince Ulrich de renoncer pour la même raison, et d'annoncer son retrait de la course à la présidence. Le Comte a dénoncé des tentatives de déstabilisation de sa campagne, orchestrées par l'administration gouvernementale et n'a pas exclu un recours auprès du Tribunal Européen des Droits de l'Homme.

Corée du Sud, le 1er mars 2010 : Le pays de l'aube n'en finit plus de redécouvrir son passé royal. Le public se



La loi Habsburgergesetz

Votée par les Sociaux- Démocrates le 03 Avril 1919, la Loi Anti-Habsbourg oblige tout membre de la Famille impériale, né avant novembre 1918 ainsi que leurs descendants, de renoncer à son appartenance à la famille des Habsbourg-Lorraine et aux droits de succession au trône. Les récalcitrants se sont vu interdire le

territoire autrichien et la citoyenneté de la République Autrichienne. Cette loi qui spolia également tous les biens de la Famille impériale, y compris leurs biens privés, devint partie intégrante de la constitution en 1920.

Le 13 juillet 1935, le chancelier von Schuschnigg assouplit considérablement ces règles en autorisant le retour de la Famille impériale ; celle-ci et l'idée d'une restauration monarchique apparaissaient alors comme la dernière alternative possible à la prise de pouvoir des Nationaux-nationalistes et à l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Les tergiversations du gouvernement autour de cette restauration et le veto tchèque d'Edouard Benes firent échouer le retour des Habsbourg au trône, ouvrant ainsi la voie à l'Anschluss de 1938.

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les Sociaux Démocrates de nouveau au pouvoir et alliés aux Communistes votèrent le rétablissement la loi Anti-Habsbourg (article 69) refusant ainsi de reconnaître de facto tous les actes de résistance du mouvement monarchiste autrichien contre l'occupant nazi et les interventions du prétendant Otto de Habsbourg-Lorraine auprès des Alliés dans le but d'éviter à l'Autriche de figurer, avec l'Allemagne, au banc des accusés de Nuremberg.



passionné ainsi depuis peu pour une exposition qui se tient au Star City Theater de Daehangno, à Séoul. L'évènement expose notamment trois photos inédites de la famille royale, utilisées par le Mouvement indépendantiste lors de l'occupation japonaise. On apprendrait par ailleurs le 29 mars suivant la création d'un comité officiel réclamant le retour sur le sol

coréen du sabre qui a assassiné l'Impératrice Myeongseong (1895) et gardé comme relique au Temple Kushida à Fukuoka au Japon après que celui-ci ait été donné par l'un des assassins de l'impératrice. L'existence de ce sabre fut découverte par un moine bouddhiste coréen lors d'une visite au Japon en 2006.

Roumanie, le 1er mars 2010 : Le gouvernement roumain a accepté de reconduire la location du Château de Pélès pour trois ans à l'ancien Roi Michel après d'âpres négociations entre ce dernier et la République.

Turquie, le 1er mars 2010 : le Club Ottoman, mouvement monarchiste basé en Allemagne, a annoncé la tenue de son congrès pour le 19 Juin 2010 à Mönchengladbach. L'actuel prétendant au trône Ottoman est le Prince Osman V, né en 1924.

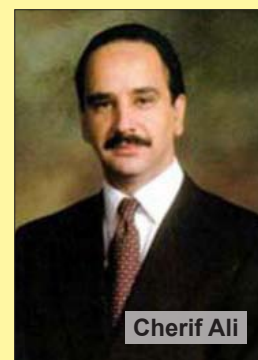
Afghanistan, le 4 mars 2010 : Dans un entretien accordé à l'agence Reuter, le Prince Abdul Ali Seraj Durrani a critiqué la situation de la condition féminine dans son pays. Le Prince, qui s'était déclaré candidat à l'élection présidentielle avant de se désister en faveur de l'actuel Président Hamid Karzaï, a condamné la loi votée en mars 2009 qui oblige une femme à obtenir la permission de son époux si elle désire quitter le domicile conjugal ne serait ce que pour aller faire ses courses. Le Prince travaille actuellement pour les Nations-Unies en tant que médiateur auprès des chefs tribaux.



Paraguay, le 1er mars 2010 : Des historiens paraguayens ont vivement critiqué la visite de la duchesse Diane d'Orléans-Wurtemberg, accusant son arrière grand père, le comte d'Eu, d'être responsable du plus grand génocide de l'histoire du Paraguay.

Mandchourie, le 4 mars 2010 : le mouvement monarchiste prônant l'indépendance de l'ancien état du Mandchoukouo a ouvert une succursale au Brésil ; ce mouvement est soutenu par certains groupuscules d'extrême droite japonaise. Le Brésil dispose en effet d'une forte population japonaise installée sur son territoire. L'actuel prétendant, quelque peu surveillé par les autorités communistes, n'a pas de liens connus avec ce mouvement.

Irak, le 5 mars 2010 : Le Prince Al-Sharif Ali Ben Hussein, récemment installé dans l'ancienne résidence d'Ouddaï Hussein, fils de l'ancien Dictateur Saddam Hussein, a annoncé sa candidature aux élections législatives sous l'étiquette de l'Alliance Nationale Irakienne (ANI). Le Prince, et prétendant hachémite, entend "lutter contre la corruption et le communautarisme, reconstruire, aider les pauvres et renforcer l'unité du pays".



Eloigné de son pays depuis la révolution de 1958 — il avait



deux ans —, le Prince y est rentré en 2003. Il a déclaré, concernant la question de la monarchie : *"Si les Irakiens décident un jour de revenir à l'ancien système, je suis disponible"*. Parmi les autres candidats de l'ANI, Ahmed Chalabi, ancien protégé des américains et proche des milieux monarchistes. L'ANI regroupe le mouvement anti-américain de l'imam chiite radical Moqtada al-Sadr, soutenu par l'Iran, et le Conseil suprême islamique d'Irak (CSII). Des affiches à l'effigie du Prince ont été collées sur les murs de la capitale avec ce slogan : *"donnez à ceux qui le méritent !"*. Le Prince est le leader du Parti Constitutionnel Monarchiste et numéro 11 sur la liste de l'ANI.



Philip Schyle

Tahiti, le 5 mars 2010 : Depuis 1990, les élus de la commune d'Arue ont institué un hommage au pasteur Henry Nott et au Roi Pomare II, lors de l'anniversaire de l'arrivée des premiers missionnaires protestants le 5 mars 1797. Emmenés par Philip Schyle, maire de la commune, les élus se sont retrouvés, devant la tombe du pasteur Nott, puis se sont rendus dans le cimetière royal et privé des Pomare pour y déposer une gerbe sur la pierre marquant la sépulture du Roi Pomare II.



Deo Mushayidi

Rwanda, le 5 mars 2010 : Arrestation au Burundi de Déogratias Mushayidi accusé par le gouvernement Rwandais d'être à l'origine des deux attentats perpétrés à Kigali et qui ont fait moins d'une dizaine de morts et de blessés. La tension est montée d'un cran à la veille de l'élection présidentielle où les royalistes ont appelé au retour du Roi Kigeri V sur le sol de pays. Plusieurs officiers de haut rang ont également fui le pays faisant craindre une tentative de coup d'état. En 2001, Déogratias Mushayidi avait, au côté d'autres militants royalistes, lancé le mouvement *Nation-Imbaga y'Inyabutatu Nyarwanda* qui prônait l'Unité de la Nation rwandaise par l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Mushayidi avait depuis rallié le Pacte National Démocratique dont il est secrétaire général.

Pologne, le 7 mars 2010 : l'Organisation Monarchiste Polonaise (OMP) a rassemblé plusieurs dizaines de ses partisans au cours d'une marche Pro-Vie à Varsovie.

Népal, le 8 mars 2010 : l'ancien Roi Gyanendra a appelé publiquement depuis le temple de Pashupatinath à la restauration de l'Hindouisme comme religion d'état. A ses côtés, le Vice-Président Paramanand Jha, les Vice Premiers Ministres Bijay Gachhedhar et Koirala ainsi que le Ministre de l'Education et des Sports Sarbendra Nath Shukla. Grands absents de la cérémonie qui rassemblait des représentants de tout l'échiquier politique : les communistes et

les maoïstes.

Ces derniers, réunis au sein de l'UCPN (M), ont dénoncé le 26 mars une vaste conspiration royaliste contre le gouvernement.

Des accusations qui surviennent deux jours après que l'ancien Roi Gyanendra se soit déclaré persuadé que *"l'histoire de la monarchie n'était pas terminée"*. Des propos jugés *"illusoires"* par le Premier ministre républicain. Les maoïstes ont de leur côté menacé l'ancien Souverain de représailles s'il tentait de reprendre son trône par la force.



Gyanendra

Thaïlande, le 12 mars 2010 : Les Chemises Rouges marchent sur Bangkok. Plusieurs milliers de partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, et d'opposants irréductibles, occupent plusieurs quartiers clés de la capitale thaïlandaise, et demandent la démission du gouvernement actuel issu du coup d'état militaire de 2006. Les forces de l'ordre ont tenté sans succès de

les déloger au cours d'opérations qui ont débouché sur des affrontements sanglants entraînant la mort de plusieurs militaires et opposants. Cette violence a conduit le Premier ministre Abhisit Vejjajiva à entamer des négociations avec les Chemises rouges tandis que, dans le même temps, il appelait l'armée pour remplacer des forces de police jugées fidèles à Thaksin. Alors que les Chemises Jaunes, partisans du gouvernement et ultra-royalistes, menacent de prendre la rue à nouveau si les Rouges ne se retirent pas, les Chemises Roses et les sans-couleurs font leur apparition pour demander la levée des barrages. Des incidents les opposeront aux Rouges et un attentat coutera la vie à plusieurs de ces contre-manifestants. Il faut dire que les Rouges ont depuis peu reçu le renfort de Chemises Noires commandés par le général rebelle Seh Daeng. Ces hommes, tous anciens des forces spéciales, ont réussi à empêcher plusieurs interventions militaires visant à arrêter les leaders Rouges.



Abhisit

Rouge et Noir, contre Jaune et Rose, la crise actuelle marque le fossé qui sépare désormais une partie des provinces de l'élite thaïlandaise traditionnellement regroupée autour du Roi. Milieux d'affaires, militaires, mais aussi et surtout les classes urbaines et éduquées s'opposent aux revendications sociales en provenance des provinces les plus délaissées. Le populisme de Thaksin Shinawatra, qui, alors qu'il était au pouvoir, a mis en place de



Observateur neutre

multiples programmes sociaux en faveur de ces populations tout en s'enrichissant considérablement lui même, aura conduit à déséquilibrer une société thaïlandaise jusqu'alors présentée comme un modèle de stabilité.

Et si Thaksin Shinawatra, et ses principaux lieutenants, dans leurs discours, se gardent de critiquer le Roi par peur de représailles judiciaires ou par peur de s'aliéner la grande majorité de la population encore fidèle au Trône, certains de leurs partisans au sein des Chemises Rouges n'hésitent pas à reprendre des slogans volontiers républicains. Principal concerné, le Roi Rama IX a refusé jusqu'à présent de prendre ouvertement parti. Son état de santé inquiète d'autant plus que la Reine et le Prince héritier ont volontiers manifesté leur sympathie aux Chemises Jaunes, qui bénéficient par ailleurs du soutien de plusieurs membres du Conseil du Trône.



Cécile de Prusse

Allemagne, le 12 mars 2010 : Le mouvement monarchiste allemand a annoncé la renaissance de l'organisation monarchiste féministe du *Königin Luise Bund*.

Le Mouvement Reine Louise, du nom de la Reine de Prusse qui s'opposa à Napoléon Ier en 1807, avait été fondée en 1923 sous le patronage de la Princesse Impériale Cécile de Prusse, épouse du Kronprinz Guillaume. Très

active sous la république de Weimar, cette organisation fut dissoute en 1934 par les Nazis et rattachée au mouvement des Jeunesses Hitlériennes. La maison des Hohenzollern a d'ores et déjà approuvé cette relance qui devrait être officialisée le 19 juillet prochain, jour anniversaire du bicentenaire de la mort de la souveraine Louise de Prusse.

En Allemagne encore, mais du côté de l'ancien Royaume du **Wurtemberg**, le prétendant au trône Carl III a reçu le 14 mars une cinquantaine de royalistes au Palais d'Alsthausen. Ses partisans avaient pour l'occasion revêtu les uniformes des régiments historiques du Wurtemberg et de Hohenzollern.



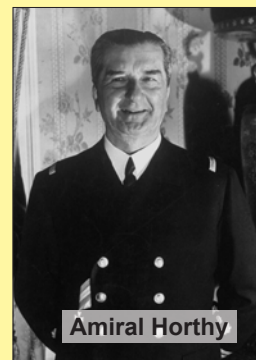
L'incendie

Ouganda, le 16 mars 2010 : Le Tombeau royal de Kasubi abritant le corps de quatre souverains Bagandas dont celui du dernier Roi Ougandais Mutesa II, a été détruit dans un incendie. Un incident qui a provoqué la colère de plusieurs milliers de manifestants venus déplorer la perte du Tombeau, l'un des symboles de la monarchie du Bouganda. Cet incendie, dont les causes

sont encore mal élucidées, intervient dans un contexte de crise politique entre le gouvernement fédéral et le souverain ougandais actuel, Mutebi II.

Hongrie, le 18 mars 2010 : La chaîne TV2, dont l'Archiduc

Georg fut salarié avant de devenir ambassadeur, a traditionnellement conclu son programme politique quotidien par une question à ses auditeurs. A la question "Pensez-vous qu'un Roi est nécessaire à la Hongrie ?" 79% des votants par SMS ont répondu oui, contre 21%. Officiellement la Hongrie n'est plus une monarchie depuis l'abolition de la régence de l'Amiral Horthy en 1945.



Amiral Horthy

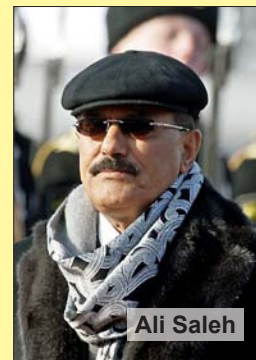
Nouvelle Zélande, le 19 mars 2010 : Les 50 députés Maoris du Tanui, le parlement traditionnel, réclament que le Roi Tuheita Paki justifie ses dépenses onéreuses qui mettent à mal les finances de la monarchie.

Âgé de 55 ans, le Souverain a accédé au trône maori le 21 Août 2006 au décès de sa mère, Dame Te Atairangikaahu. La monarchie maori a été fondée en 1858 avec pour but d'unifier les tribus maori en réponse aux importantes expropriations opérées par les colons anglais. Reconnue comme souveraine par les Maoris de Nouvelle Zélande, elle est qualifiée de traditionnelle par le Royaume Uni qui ne lui reconnaît aucun pouvoir exécutif. Le Souverain maori actuel a menacé d'abdiquer si les députés maintenaient leur demande d'audit de la famille royale.



Tuheitia Paki

Yémen, le 19 mars 2010 : Le Président de la République du Yémen, Ali Abdullah Saleh, a annoncé à la chaîne Al Arabiya que le conflit avec les royalistes zaïdites du Sud avait officiellement pris fin. Ce conflit, qui a déplacé plus de 250.000 personnes et provoqué un millier de morts, n'a pourtant pas atténué la volonté séparatiste des sudistes, pour majorité acquis à la cause monarchiste. Le Sud-Yemen accuse le Nord d'avoir profité de la réunification pour s'approprier leurs réserves de pétrole.



Ali Saleh

Côte d'Ivoire, le 19 mars 2010 : Le secrétaire général de l'Organisation des Rois, Sultans, Princes et Chefs traditionnels de l'Afrique, Tchiffi Zié Jean Gervais a inauguré en plein coeur du quartier d'affaires d'Abidjan le siège de cet organisme créé à l'instigation du Colonel Kadhafi.

France, le 21 mars 2010 : Une soixantaine de royalistes se sont regroupés à l'appel du Groupe d'Action Royaliste pour rendre hommage au Roi Henri IV, en cette année où sont fêtés les 400 ans de sa mort. Tour à tour, les représentants du GAR, des Jeunesses Royalistes et de l'Action Française (CRAF) ont pris la parole pour demander aux

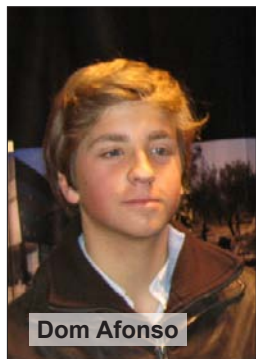


royalistes, devant les menaces sociales, économiques et politiques qui menacent les fondements de la nation, de rentrer en résistance et de faire connaître autour d'eux la solution *du bien commun* : la monarchie.



Berlusconi

Italie, les 24 et 25 mars 2010 : 2^e tour des élections régionales, un scrutin pour lequel les différentes formations monarchistes se sont à nouveau divisées. L'Union Monarchiste Italienne, qui soutient la Branche des Savoie Aoste, et le Conseil (représentatif) du Royaume avaient ainsi appelé leurs membres à voter pour la Ligue du Nord et le Mouvement Peuple de la liberté de Silvio Berlusconi. L'Alliance Monarchique (*Alleanza Monarchica*) n'avait de son côté pas donné de consigne de vote, sauf en Piémont où elle a appelé à faire barrage à la Ligue du Nord suite à des propos hostiles à la Maison Royale par plusieurs dirigeants de la *Lega*. Plus au Sud, les partisans du Royaume des Deux Siciles ne participaient pas non plus à cette élection.



Dom Afonso

Portugal, le 26 mars 2010 : Des royalistes ont remplacé durant la nuit le drapeau de la République qui flottait sur la place du Parc Edouard VII par celui de l'ancien Royaume du Portugal. Une démonstration en l'honneur du 14^e anniversaire du Prince Héritier Dom Afonso, fils aîné du prétendant Dom Duarte III. Au réveil, les Lisbonnais ont eu la surprise de voir le drapeau Royal bleu et blanc flotter au vent. L'action a été revendiquée par le groupe *31 da Armada* (<http://31daarmada.blogs.sapo.pt>). La police a annoncé l'ouverture d'une enquête à l'encontre des militants royalistes qui devraient aussi faire l'objet de poursuites judiciaires. En août de l'an dernier, le même groupe avait déjà sévi suivant le même stratagème en remplaçant l'étendard républicain par le drapeau Royal sur la façade de la Mairie de Lisbonne ; les royalistes avaient remis aux autorités républicaines, quelques jours plus tard, le drapeau dérobé. Le pays fête cette année les 100 ans de l'établissement de la République.



Nicolas Medforth

Roumanie, le 1er avril 2010 : Avec son 24^e anniversaire, le Prince Nicolas Medforth Mills reçoit son titre royal de son grand-père, le Roi Michel Ier, conformément aux nouvelles dispositions dynastiques prises en 2005. Le Prince, fils de la Princesse Hélène et troisième dans l'ordre de succession au Trône de Bucarest, sera

désormais appelé Nicolas de Roumanie. Le Prince a effectué sa première visite en 1992 au côté de son grand-père, le Roi Michel et des autres membres de la famille Royale. Il a par ailleurs récemment multiplié les tournées en Roumanie, où il est très apprécié par la population.

Russie, le 7 avril 2010 : Le mouvement monarchiste Ordre de l'Union pour la Russie Impériale communique les résultats d'un sondage commandité par ses soins et portant sur une future restauration monarchique. 180 personnes ont été interrogées, 25% se sont déclarés favorables au retour de la monarchie. Ils étaient par ailleurs 11% à souhaiter le retour d'un régime communiste en Russie.

Afrique du Sud, le 8 avril 2010 : Le gouvernement provincial du Zouloulund, dirigé par l'ANC de Jacob Zuma, a annoncé un renforcement du contrôle budgétaire sur la liste financière octroyée à la famille royale Zoulou. Afin de ménager la susceptibilité du souverain, grand rival politique de l'ANC, les autorités ont aussi annoncé la restauration des palais royaux.

Burundi, le 9 avril 2010 : Le Parti Monarchiste Parlementaire annonce son ralliement à la coalition de dix partis qui soutient le CNDD-FDD actuellement au pouvoir en vue des prochaines élections, cette année. Une fois de plus, les monarchistes avancent sans unité. L'autre parti royaliste, *Abahuza*, avait déposé une liste de candidats mais n'a pas été retenu par la Commission électorale. Ce dernier perd ainsi les deux élus locaux qu'il possédait depuis 2005.



Jacob Zuma

Georgie, le 12 avril 2010 : Le Ministre géorgien de l'Intérieur Vano Mérabichvili a déclaré que l'idée d'une restauration monarchique, une idée qui continue de secouer certains milieux politiques du pays, lui apparaissait comme un pur anachronisme en ce XXI^e siècle.

Tonga, le 14 avril 2010 : Le Roi Tupou V a ouvert le Parlement ; cette mesure devrait permettre aux députés nouvellement élus de discuter de l'introduction de la démocratie au sein de cette monarchie absolue. A son avènement, le souverain avait été confronté à de violentes émeutes au cours desquelles les manifestants réclamaient plus de démocratie. A ce jour, seuls 9 des 30 députés sont élus au suffrage universel, 12 sont nommés par le Roi et les autres désignés par les membres de la noblesse.

RECEVEZ LA TOILE DIRECTEMENT PAR EMAIL

La Toile vous informe des faits internationaux tels qu'ils sont vécus et ressentis par des monarchistes indépendants et pragmatiques. Ne passez pas à côté d'un trimestriel au spectre large... Envoyez un message à abonnement@monarchiste.com et recevez chaque numéro dans votre boîte, trois jours avant les autres !



Slavica Đukić

Palais royal.

France, le 24 avril 2010 : Le Prince Jaime de Bourbon Parme, fils cadet du prétendant carliste Charles Hugues, a participé aux commémorations en souvenir de la libération du camp de concentration de Dachau où son grand père, le Prince Xavier, fut interné par les allemands.



Sheikh Nasser

ration en 1962.



Paras

nombreux officiers royalistes, a rendu public un rapport faisant état de l'organisation de camps d'entraînements militaires par les anciens rebelles maoïstes.

Serbie, le 22 avril 2010 : La Présidente du Parlement, Slavica Đukić Dejanović, a inauguré un monument en l'honneur de la Reine Draga Obrenović, assassinée avec son époux le Roi Alexandre I^{er} en 1903 lors du coup d'état qui ramena au pouvoir les Karagorevitch. Le couple fut sauvagement sorti d'un placard où il s'était réfugié puis fut défenestré par le balcon du

Koweït, le 26 avril 2010 : L'Emir du Koweït Al Sabbah IV a critiqué, lors de sa tournée européenne, la politique d'opposition systématique du parlement à l'encontre du gouvernement de son neveu, le Premier Ministre Sheikh Nasser Mohammad Al Sabbah. L'Emir a également regretté que le parlementarisme ait entraîné une grande instabilité politique depuis son instauration en 1962.

Népal, le 27 avril 2010 : Le Prince héritier Paras annonce soutenir une éventuelle proclamation du Népal comme Etat Hindou et se dit persuadé que, si le peuple le désire, la monarchie sera restaurée. Le Prince, revenu récemment dans le pays, a été accueilli par des slogans pro-royalistes chantés par une centaine de partisans. L'Etat Major militaire, composé de

Robert-L. Laforest

THAÏL

Depuis 1911, le Royaume du Siam a connu pas moins d'une vingtaine de coups d'état ou tentatives de putsch.

Le 11 Novembre 1911, le Roi Rama VI échappe à un coup d'état qui projetait de proclamer la République.

Celui du 24 Juin 1932 fut sanglant et mené par un familial d'Herman Goering, le Colonel Phraya Phahol Pholphayuhasena. Il mit fin à la monarchie absolue et imposa une constitution à la dynastie Chakri. Trois ans plus tard, le souverain Rama VI était contraint d'abdiquer.

En Juillet 1944, le mouvement nationaliste thaï, s'empara du pouvoir et renversa le pouvoir militaire du Maréchal Plaek Pibulsonggram. La mort accidentelle (bien que l'on parle d'assassinat) du Roi Rama VIII projette sur le trône son frère, l'actuel souverain de Thaïlande, Rama IX Bhumibol.

En 1947, un gouvernement civil est nommé mais quelques mois plus tard, le Maréchal Pibulsonggram reprend le pouvoir et impose une dictature (Avril 1948).

En 1951, un coup d'état permettra la restauration de la constitution de 1932. L'aide américaine va en 1953 représenter 2.5 fois le budget de la défense thaïlandaise et Bangkok fourmille d'agents de la CIA venus vérifier que le pays ne succombe pas aux sirènes du communisme. Les factions militaires se multiplient au gré des valises remplies d'argent.

Le 16 Septembre 1957, le Roi soutient le putsch du Général Sarit Thanarat contre le gouvernement de Pibulsonggram qui menaçait les intérêts fonciers de la famille royale.

Le nouveau gouvernement militaire tombera en 1973 mais les gouvernements successifs des frères Pramoj permettent aux militaires de revenir au pouvoir dès 1975 avec l'accord tacite du Roi afin de juguler les manifestations des mouvements d'extrême gauche qui secouent le pays.

Malgré le retour des civils aux affaires à l'issue d'une élection démocratique (Seni Pramoj Premier ministre), le Général Chomanan prend le pouvoir durant tout l'hiver 1977.

Le 1^{er} Avril 1981, c'est un putsch au sein de l'armée qui place au pouvoir le Général Chipatima et remplace le



LANDE

Général Tinsulanonda au pouvoir depuis Octobre 1980.

Le 3 Avril, un contre coup d'état restaure Tinsulanonda.

Le retour à la démocratie s'effectue en 1988... pour peu de temps.

Le 23 Février 1991, avec le soutien du Roi, le Général Kongsompong prend le pouvoir. Une lutte s'engage entre politiciens civils et officiers militaires autour du souverain.

Le 1^{er} Août 1992, les chefs de l'armée sont destitués et un gouvernement civil est élu. En Mai 1992, à l'occasion d'une violente répression, les officiers supérieurs avaient demandé pardon publiquement devant le Souverain qui faisait là un de ses rares apparitions à la télévision.

Il faudra attendre le 19 Septembre 2006 pour que les militaires reprennent le pouvoir en renversant le Premier Ministre et milliardaire Thaksin Shinawatra, accusé de complot contre le roi et reconnu coupable de corruption.

La junte au pouvoir, dont il fut dit et écrit qu'elle avait le plein soutien du souverain siamois, accepta l'organisation d'élections pluralistes sous son contrôle deux ans plus tard. Le leader du Parti Démocrate (royaliste) Abhisit Vejjajiva fut élu Premier Ministre.

Ses partisans portent des chemises jaunes alors que ceux qui ne reconnaissent que la légitimité de Thaksin Shinawatra portent des chemises rouges.

Les Royalistes accusent l'ancien Premier Ministre d'avoir tenté de proclamer une république avec ses alliés communistes et de détournement de fonds alors que les chemises rouges accusent Vejjajiva d'être la marionnette des militaires et lui retourne ses accusations de corruption. Quant aux militaires, ils restent le réel pouvoir derrière les rideaux du palais. Le Général Tinsulanonda est, à 83 ans, le Président du Conseil Privé du Roi. Un souverain sous constitution mais toujours considéré par ses sujets comme un Dieu vivant.

Paul Handley, journaliste américain, a écrit dans un ouvrage interdit en Thaïlande que le Roi Siamois était un autocrate ayant volontairement cherché à affaiblir la démocratie pour renforcer le prestige de la monarchie mise à mal par le coup d'état de 1932.



Tu aimeras ton prochain comme toi-même

par **Judith Taubel**

Administratrice de SYLM

Directrice du programme caritatif

Se lancer dans une action caritative ne demande pas grand-chose, quand on y réfléchit. Quelques donateurs, un matériel restreint, une petite équipe de volontaires peuvent suffire à organiser de petites choses ici ou là. Un an, deux ans, dix ans peuvent alors s'écouler tranquillement, avec la sensation gratifiante de faire une bonne action, de faire de son mieux pour son prochain.

Telles sont les initiatives prises dans le monde du royalisme français, et elles ne sont absolument pas à jeter aux orties. Il n'en demeure pas moins que regarder au-delà de ce que l'on voit peut parfois amener à réviser ses ambitions à la hausse et à tenter de travailler à plus grande échelle.

Il est vrai que la tendance est à l'enfermement sur soi, dans ce microcosme, mais l'idée d'aide sociale devrait pousser à ouvrir les portes en grand et à imaginer des actions larges, éventuellement inédites et en tout cas plus générales qu'un repas distribué de temps en temps.

Bien sur, il faudrait prendre sur un temps déjà précieux ; bien sur, il faudrait aller au fond des choses en mettant en œuvre chaque idée neuve. Et aussi faudrait-il réussir à faire fi de toute la neige qui encombre les écrans royalistes, les brouilles, les chicaneries, les croche-pattes et les chausse-trappes.

Aller au fond des choses pourrait être le mot d'ordre d'une nouvelle vision du caritatif royaliste, toujours aussi généreux, mais plus inventif.



Premier banquet des amis de l'Alliance royale

Dimanche 6 juin 2010, à midi,

à Paris, se tiendra

le *Premier banquet des amis de l'Alliance royale*,

présidé par Pierre Bernard,

député-maire honoraire et président de l'Alliance royale

ALLIANCE
ROYALE

Inscription (20 €) : secgen@allianceroyale.fr

06 14 51 39 39 ou 02 47 59 67 48

LES ROYALISTES ONT CHANGÉ

La première véritable enquête depuis 20 ans !



QUESTIONS ANALYSES CHIFFRES

Ouvrage très attendu depuis la dernière enquête réalisée en 1989, cet état des lieux du royalisme analyse les réponses apportées par 1737 personnes représentatives du milieu royaliste au questionnaire mis à leur disposition par SYLM de février à juin 2009.

Face aux changements profonds qui marquent la communauté royaliste depuis 20 ans, ce repère indispensable vous permettra de mieux appréhender les attentes d'une mouvance désorganisée et méconnue mais plus que jamais ancrée dans la réalité sociale et politique de son temps.

Commandez-le en ligne sur <http://assises.monarchiste.com> ou en remplissant le bulletin ci dessous:

Je souscris à l'ouvrage « Le Royalisme en France, état des lieux » et vous adresse mon règlement à l'ordre de SYLM
Frédéric Andrieux / Editions SYLM
77 bis avenue d'Italie, 75013 Paris

Nom : Prénom :

Société ou organisme :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :

Date : Signature :

Je commande exemplaires au tarif unitaire de 19,95 € TTC soit un total de €

Je calcule les frais de port : 4,00 € pour un ou deux exemplaires
puis 0,50 € par exemplaire supplémentaire
soit un total de €

et je joins mon règlement par chèque d'un montant total de €

Les souscriptions sont enregistrées pour le mois en cours ; toute souscription reçue après le 25e jour du mois est reportée au mois suivant.



Editions SYLM

editions@sylm.info
<http://www.sylm.info>